

# Les risques d'une négociation dure

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1045

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020901>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Domaine Public

## DP

JAA  
1002 Lausanne

27 juin 1991 - n° 1045  
Hebdomadaire romand  
Vingt-huitième année

## Les risques d'une négociation dure

Je cherchais en vain une exception à l'applicabilité uniforme des règles de la Communauté. J'ai fini par trouver. Les îles Féroé font partie, avec un statut d'autonomie, du royaume du Danemark qui est membre à part entière de la Communauté. Mais les îles Féroé tout en restant danoises n'ont pas adhéré à la CE. Elles ont négocié avec les Douze un accord bilatéral à forte odeur de poisson. Voilà qui a dû inspirer les Islandais ! Faut-il proposer que la Suisse adhère à l'EEE ou à la Communauté mais pas le canton d'Uri qui négociera seul un accord bilatéral sur le transit alpin sans risque de représailles ?

La négociation, telle que présentée par MM. Delamuraz et Felber aux Chambres fédérales, a changé de front. J'écrivais ici: Quand on débat des questions institutionnelles il y a risque que la solution transactionnelle ne soit pas trouvée. On touche à des questions de principe. Mais les questions concrètes, elles, sont par définition objet de marchandages, donc de plus ou de moins, c'est-à-dire de compromis.

C'est le contraire qui s'est produit. L'institutionnel a été accepté, quoique boiteux: d'une part la Suisse peut faire jouer la règle d'unanimité propre à l'AELE, mais d'autre part un comité mixte de conciliation devra trouver une disposition transactionnelle qui permette l'application de la disposition refusée, à moins que ne soit invoquée une clause de sauvegarde... temporaire !

Accepté avec résignation.

En revanche, les montants à verser aux fonds structurels de la Communauté, l'assouplissement du protectionnisme agricole, le nombre de camions de quarante tonnes autorisés à franchir le Gothard exigent, après le temps réglementaire, des prolongations.

Ce n'est pas sans danger.

Certes l'enjeu est tel qu'il serait étonnant qu'un compromis ne soit pas

trouvé, sauf peut-être sur le transit où le Conseil fédéral a déclaré qu'il ne reculerait plus, décidé à faire comprendre ce que signifie en efforts financiers le percement de deux tunnels alpins voués au trafic européen Nord-Sud. Le risque concerne d'abord la ratification du traité. En exerçant une pression agressive, notamment par la menace de représailles sur d'autres secteurs sensibles (trafic aérien), la Communauté apparaît comme une puissance continentale dominatrice. La Suisse, historiquement, a toujours réagi contre de tels rapports de force. L'intimidation poussée trop loin risque de réveiller l'atavique réflexe de défense.

La marge de manœuvre du Conseil fédéral est dès lors étroite. Il est obligé de se battre opiniâtrement en tout cas sur les secteurs sensibles qui touchent l'opinion. Il doit faire la démonstration qu'il a défendu jusqu'au bout l'intérêt national pour faire admettre qu'il a l'autorité morale requise pour recommander l'acceptation du traité. Mais si la lutte est trop acharnée, les citoyens risquent de se considérer comme la vieille garde qui meurt et ne se rend pas, c'est-à-dire qui vote «non».

Ensuite la difficulté de la négociation sur l'EEE va handicaper l'examen d'une adhésion. L'accord bilatéral sur le transit alpin est une exception — d'importance — aux règles communautaires. L'adhésion la remettrait en cause. Or, le parti socialiste, tout en réclamant une adhésion à la Communauté, a déjà fait savoir qu'il ne transigerait pas sur cette question.

Franz Blankart, lors d'un séminaire de presse, déclarait qu'avec le traité sur l'EEE le 80% du travail de rapprochement aurait été effectué. C'est vrai. Mais ce qui comptera, c'est le 20% qui reste. Le Conseil fédéral est dans l'obligation, tout en négociant âprement, de veiller à ce que ce 20% qu'il

AG

(suite à la page 2)

# Echec et espoir

**Un rapport des Nations unies dresse un bilan du développement dans le monde: un constat amer autant pour les pays donateurs que pour ceux du tiers monde..**

(cfr) «C'est le manque d'engagement politique, et non le manque de ressources financières, qui souvent conduit à négliger le facteur humain. Tel est la principale conclusion du Rapport mondial sur le développement humain 1991.»<sup>1</sup> Ces propos introduisent la deuxième édition du rapport publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). «Une part importante des dépenses publiques sont actuellement mal orientées et mal utilisées»... Deux principes devraient sous-tendre les efforts en vue du développement humain: «Premièrement, l'essence de la société n'est pas la satisfaction illimitée des choix individuels mais le respect du potentiel, des possibilités, des besoins et des intérêts de tous;

deuxièmement, les options choisies par la présente génération ne devraient pas compromettre les options des générations futures. En d'autres termes, il faut que le développement soit supportable à long terme (sustainable).»

## Le Nord n'est pas un modèle

Bien que venant du PNUD, le plus important fonds multilatéral d'aide aux pays en développement, ce sermon, qui arrive à la fois comme un coup de poing et un message d'espoir, s'adresse autant au tiers monde qu'aux pays industrialisés. En effet, si au Sud les indicateurs statistiques sont accablants en ce qui concerne la pauvreté, l'alimentation, la santé, l'éducation, le statut de la femme, l'accès à l'eau potable, au Nord les chiffres concernant la pauvreté, le chômage, le statut de la femme, la dégradation du tissu social — avec les divorces, les suicides la drogue —, les problèmes de logement, la pollution ne montrent rien qui permette de nous donner en exemple.

Les conseils prodigués aux gouvernements des pays en développement donnent également à réfléchir. «Près de 50 milliards de dollars par an — environ 2% du PNB des pays en développement — pourraient être dégagés et alloués à des usages plus productifs. Ceci pourrait se faire dans une grande mesure en bloquant les dépenses militaires, qui absorbent 5,5% du PNB du tiers monde.» Les gouvernements de ces pays pourraient aussi réaliser des économies en combattant la fuite des capitaux et la corruption, et en restructurant les entreprises publiques. En outre, si une attention plus grande est donnée au développement humain, les disparités socio-économiques, la criminalité, les tensions politiques seront réduites et avec elles les activités de la police et de l'armée. Quand on sait d'autre part qu'aux Philippines les capitaux exportés illégalement ont représenté 80% de la dette entre 1962 et 1986, et qu'actuellement le service de cette dette représente 36% du budget de l'Etat, on mesure toute l'ampleur du désastre que subit maintenant un peuple tout entier.

Pour ce qui est d'une meilleure utilisation des budgets sociaux, le rapport

fourmille d'exemples intéressants: une participation des communautés locales à la construction et à l'entretien de puits, des tarifs d'eau différenciés pour les quartiers riches et les quartiers pauvres, l'encouragement de l'initiative privée dans les domaines de l'éducation et de la santé, l'école à la demi-journée avec deux classes par instituteur, l'école primaire gratuite mais l'université payante avec un système de prêts et de bourses, les soins primaires gratuits et la médecine plus sophistiquée à des prix couvrant la majorité des coûts, des prix agricoles subventionnés uniquement pour les produits consommés par les classes les plus défavorisées... Autant de leçons pour les donateurs: l'aide ne doit plus être seulement dirigée vers l'équipement (ce qui signifiera une diminution de nos soutiens indirects à l'exportation), mais aussi vers le secteur social et en priorité à l'intention des plus démunis.

## Donner la parole aux pauvres

Evidemment si les ressources financières sont mal distribuées, ce n'est pas un hasard. Partout les structures du pouvoir, les intérêts de certains groupes, les élites, les bureaucraties se protègent. «Une restructuration des dépenses ne peut donc avoir lieu que si elle est appuyée par des pressions politiques suffisantes.» Pour cela la parole doit être donnée aux pauvres à travers une presse libre, des élections démocratiques, une décentralisation du pouvoir en faveur des communautés locales. Le PNUD encourage même ouvertement les donateurs à exercer des pressions sur les gouvernements du tiers monde pour qu'ils réduisent leurs budgets militaires ou opèrent des réformes agraires.

Les objectifs que vise le PNUD pour l'an 2000 sont clairs et chiffrés: pour tous la médecine de base, le planning familial, l'éducation primaire, l'accès à l'eau potable et l'élimination de la malnutrition. Le coût additionnel par rapport à l'aide au développement actuelle s'élève à 20 milliards de dollars. Bien sûr cette aide, qui est toujours loin d'atteindre le 0,7% du PNB auquel les donateurs se sont engagés en 1980, pourrait être augmentée, les dettes du tiers monde pourraient être effacées, l'accès de ses exportations à nos marchés facilité. Et «si les pays industrialisés réduisaient de 3% seulement leurs dépenses militaires, les sommes dégagées s'élevaient à 25 milliards de dollars.» ■

<sup>1</sup> Toutes les citations sont traduites de l'anglais.

## Les risques d'une négociation dure

(suite de la première page)

préserve ne devienne pas l'obstacle infranchissable d'une étape future. Comment remettre en jeu ce qui aura été avec tant d'efforts mis hors jeu ?

Pour l'instant, la sagesse veut que l'on série les problèmes. Aller jusqu'au bout de la négociation, d'abord. Puis le Conseil fédéral décidera (ou non) de parapher et de signer. Puis, en toute connaissance de cause, le Parlement pourra faire son travail. Puis le peuple. Mais si c'est oui, il faut déjà le dire, la campagne avant le vote exigera un engagement d'une autre nature que celui qui se manifeste dans nos votes intérieurs.

Le non référendaire est, en temps ordinaire, un désaveu de l'autorité politique. Au moment du rendez-vous avec l'Europe, le «non» serait non seulement un désaveu, mais une perte de crédibilité internationale, lourdement dommageable.

AG